

Yves Salesses (Fondation Copernic):
«Les dirigeants européens en rabattent sur leur ambition initiale»

Mercredi 27 Juin 2007 - 12:14 -Propos recueillis par Octave Bonnaud

<http://www.marianne2.fr/Yves-Salesses-Les-dirigeants-europeens-en-rabattent-sur-leur-ambition-initiale- a1632.html>

Marianne2007.info: Un protocole sur les services publics sera intégré dans le prochain Traité européen. Toute référence à « la concurrence libre et non faussée » a disparu. Le Non a-t-il été entendu ?

Yves Salesses (1): Les raisons du Non ont été nécessairement prises en compte sur la forme. On nous demandait de manifester notre adhésion au principe de la concurrence libre et non faussée. Les peuples français et hollandais ont dit Non. Si le terme a disparu dans le nouveau texte, est-ce que cela signifie son retrait sur le fond ? En réalité, on sait bien que ce principe reste l'axe fondamental autour duquel sont bâtis l'ensemble des traités existants. Sur les services publics, on nous dit qu'il y a un protocole. Mais si le texte comporte bien des phrases creuses qui rendent hommage aux services publics, des articles très précis menacent directement leur existence. On a l'impression à la lecture de l'accord de se trouver devant une fausse fenêtre.

Marianne2007.info: La Charte des droits a une valeur juridique plus contraignante. C'est une avancée ?

Yves Salesses : Mais ce texte était intégré à la première version du TCE. Qu'il soit indiqué que cette Charte est contraignante n'implique aucune modification sur le plan du droit. Les critiques que nous avons formulées contre cette Charte lors de la campagne demeurent. A ceci près qu'aujourd'hui les britanniques ont obtenu de pouvoir se soustraire à elle. Cela veut dire qu'on assiste à une Europe où certains peuvent obtenir des droits sans remplir leurs devoirs. On n'a pas avancé depuis l'époque de John Major. À l'époque, le Premier ministre britannique tenait ce langage : « Je n'ai rien contre une Charte des droits. Mais je ne la signerai pas. Vous aurez votre Charte, vous aurez vos droits, mais moi j'aurai les jobs ». La seule différence aujourd'hui c'est que Tony Blair a succédé à John Major et que beaucoup de dirigeants européens se réclament de son « social-libéralisme. »

Marianne2007.info : Comment interprétez vous l'absence du mot Constitution dans le texte ?

Yves Salesses : Tout ce qui relevait du langage constitutionnel a été enlevé. Les gouvernements européens ont été obligés de tenir compte du refus des Pays Bas et de la France. Les milieux dirigeants européens en rabattent donc sur leur ambition initiale pour effacer le camouflet du Non. Mais le problème c'est qu'en se limitant à intervenir sur les institutions, on préserve le socle socio-économique des traités néo-libéraux.

Marianne2007.info : Vous proposez d'abolir l'ensemble des textes européens en vigueur ?

Yves Salesses : Nous avons besoin d'une refondation économique et sociale de l'Europe. La question que je pose aux politiques est la suivante : puisque le projet européen doit obtenir un acquiescement des peuples pourquoi ne pas élire une assemblée désignée par les citoyens chargée de rédiger une Constitution européenne ? Puis dans un second temps, faire ratifier dans chacun des pays ce texte par référendum ? Je serais en tout cas favorable à une Union de la gauche de transformation sociale pour défendre cette idée et un projet commun aux prochaines élections européennes, avant l'entrée en vigueur du nouveau traité, prévue vers 2009.

(1) Président de la Fondation Copernic et auteur du Manifeste pour une autre Europe, éditions Félin, 2004.
A lire aussi : Pour une véritable politique européenne